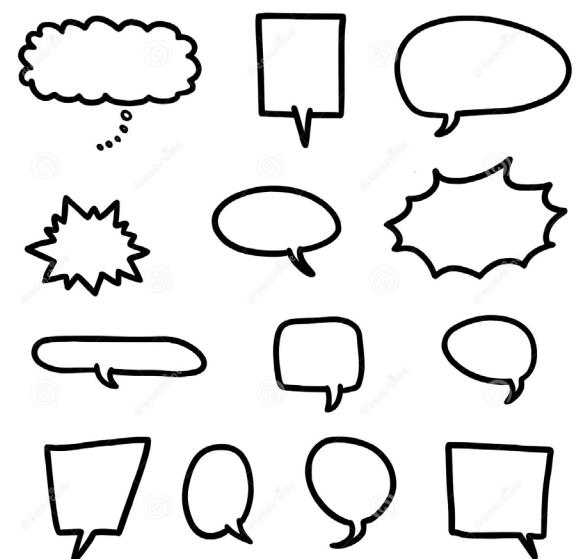


COLLECTIF POUR DES JOURS HEUREUX

ORGANISATIONS SYNDICALES, ASSOCIATIVES ET POLITIQUES PROGRESSISTES DU LOIRET

Refusons désormais toute dérive autoritaire et soyons déterminés à construire une société où les moyens financiers seraient enfin mis au service des objectifs de transformation sociale et de préservation de l'environnement.

REPRENONS LA PAROLE



Dès maintenant, exigeons :

- L'arrêt et l'abrogation de toutes les lois liberticides
- Le maintien des emplois et l'interdiction des licenciements
- Un droit au travail pour toutes et tous : un partage du temps de travail, une réduction du temps de travail à 32 h par semaine sans perte de salaire qui ne saurait être inférieur à 2000 euros bruts par mois
- Un exercice du pouvoir par les citoyens et citoyennes, répondant aux besoins de l'intérêt collectif et de l'ensemble du vivant
- Un système de santé publique et de protection sociale de haute qualité
- Le maintien et le développement des services publics, pour l'éducation nationale, les universités, la recherche publique, les collectivités territoriales, etc.
- Le contrôle des entreprises publiques : l'énergie, l'eau, les banques, la poste doivent être renationalisées
- La réduction des dépenses militaires au profit des besoins de la population
- La réquisition des logements inoccupés dans le Loiret en respect du droit au logement qui doit être effectif
- L'abandon d'un Centre de Rétention Administrative (CRA) à Olivet
- Que la modification ou transformation de l'environnement naturel soit soumise aux nécessités écologiques et sociétales

Attac 45, Collectif d'Alarme Nucléaire de l'Orléanais, Extinction Rebellion Orléans, Fakir, France Insoumise, Gilets Jaunes, MAN, Mouvement pour la Paix, NPA, Orléans Révoltée, PCF, Solidaires Loiret, UCL Orléans, UD CGT Loiret

COLLECTIF POUR DES JOURS HEUREUX

ORGANISATIONS SYNDICALES, ASSOCIATIVES ET POLITIQUES PROGRESSISTES DU LOIRET

Depuis plusieurs mois dans le Loiret, des organisations associatives, politiques et syndicales, toutes progressistes, convergent et sont convaincues que les réponses aux urgences sociales et écologiques doivent être construites ensemble et par chacun d'entre nous. La crise sanitaire qui a éclaté en mars 2020, aggravant la crise économique et sociale, n'a pas encore dévoilé toutes ses conséquences, et montre une fois de plus la nécessité de changer de système, de société.

Dans ces quatre pages nous vous soumettons des sujets qui touchent localement le quotidien de chacun.e d'entre nous.

4 sujets qui démontrent qu'il existe des alternatives au capitalisme, ce même capitalisme qui plonge aujourd'hui tant de femmes et d'hommes dans la précarité et la pauvreté.



Dessin de Schwartz «La Santé publique en questions» Laurent Chambaud - 2017

POUR UN MONDE PLUS SÛR

Citoyens et citoyennes :
salarié.e.s, jeunes, retraité.e.s, privé.e.s d'emploi, indépendant.e.s, ...

Parce que le capitalisme productiviste et autoritaire n'a pas d'avenir, Qu'il n'y en a de plus en plus que pour les riches et que les inégalités explosent, Que les patrons décomplexés licencient à tour de bras, Que la seule réponse du gouvernement face aux crises est le renforcement de l'arsenal répressif, Que finalement toute tentative de sa part vise à exclure la population des décisions,

Nous avons le devoir de construire le monde de demain, Pour qu'il soit le reflet de nos aspirations : Réinvestissons les lieux publics pour reconstruire ensemble un futur écologique, social et démocratique en rupture avec les politiques menées depuis des décennies !

Gagnons un monde plus sûr, plus fraternel, durable et humain !



Pour joindre notre collectif - collectifpourdesjoursheureux@gmail.com



Pour suivre et participer aux mobilisations dans le Loiret - <https://agendamilitantloiret.wordpress.com/>



SYNDICATS



ASSOCIATIONS

ATTAC 45 - attac45@attac.org
Collectif d'Alarme Nucléaire de l'Orléanais - alarmenucleaireorleans@orange.fr
Coordination la Loire Vivra - coordinationlaloirevivra@riseup.net
Extinction Rebellion Orléans - orleans@extinctionrebellion.fr
MAN - man.orleans@nonviolence.fr
Mouvement pour la Paix - 45@mvtpaix.org



FORMATIONS ET PARTIS POLITIQUES



France Insoumise - franceinsoumiserleanais@gmail.com
NPA Loiret - npa.orleans@orange.fr
PCF Loiret - pcf.loiret@wanadoo.fr
Union Communiste Libertaire Orléans - orleans@alternativelibertaire.org

NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE

NOTRE SYSTÈME DE SANTÉ ET MÉDICO-SOCIAL EST MALADE DE L'AUSTÉRITÉ

APPLAUDIR LES SOIGNANTS ÇA NE SUFFIT PAS !

Médecins, aide-soignant.e.s, infirmier.e.s, etc. ont été en première ligne pour lutter contre la pandémie lors du premier confinement. Ils y sont toujours !

Après des années de politique d'austérité - 100 000 fermetures de lits en 25 ans, manque de soignant.e.s - l'hôpital public n'était pas prêt à affronter une telle crise sanitaire !

Résultat : de nombreux soins ont été déprogrammés, retardant ainsi les diagnostics et mettant en danger les malades.

Face à la crise le gouvernement a laissé les soignant.e.s démunis : masques, gants, blouses en quantités insuffisantes. Ces énarques ont la rentabilité à fleur de peau et l'improvisation est permanente ! Les masques, les tests, le confinement, le vaccin, les atteintes aux libertés, etc. Leurs discours passent de l'infantilisation au mensonge, du mensonge à la menace... Et les fermetures de lits continuent !

Dans tous les secteurs de santé, la recherche de rentabilité crée des ravages et menace notre santé : des délais insupportables dans de nombreux secteurs (ophtalmologie, psychiatrie, cardiologie, etc.), impossibilité de trouver un médecin traitant.

La formation spécialisée des infirmier.e.s du secteur psychiatrique a été arrêtée en 1992 et les moyens en psychiatrie ont été coupés de façon drastique ne permettant plus l'accueil des patient.e.s nécessitant des soins spécifiques. Dans le secteur Médico-social et de l'action sociale aussi les budgets sont rabotés, année après année, par les pouvoirs publics, ne garantissant plus à nos enfants, à nos ainé.e.s et aux personnes souffrant d'un handicap la protection et l'aide qui leur est pourtant due.

La Région Centre Val de Loire est particulièrement sinistrée, il manque 700 gérontalistes, 500 dentistes, 4000 infirmier-e-s, 1000 kinésithérapeutes, des aides-soignant-e-s,... C'est avec cette pénurie de personnel que notre région affronte depuis un an la crise sanitaire de la Covid 19.

Notre pays construit des avions Rafale, perfectionne les armes nucléaires, mais nos hôpitaux se délabrent ! Les inégalités se creusent et nous sommes de plus en plus nombreux à renoncer à des soins, faute d'argent !

Pourtant cela fait des années que les hospitaliers et les professionnels de santé tirent la sonnette d'alarme et expriment des besoins restés sans réponse de la part des gouvernements successifs : recrutement de personnel qualifié, arrêt de fermeture de structures spécialisées, amélioration des conditions de travail et augmentation des salaires...

NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE



Dessin de Schwartz paru dans «La Santé publique en questions»
Laurent Chambaud - 2017

CONTRE LE DÉSERT MÉDICAL RÉCLAMONS UN CHU

Investir dans la création d'un Centre Hospitalier Universitaire à Orléans permettrait à de nombreux jeunes de milieux modestes d'envisager des études de médecine ou paramédicales. Cela favorisera l'installation de médecins dans la Métropole et le Loiret. Cela pourrait mener à des coopérations et des financements avec les différents organismes de recherche médicales (INSERM, Recherche Clinique, Innovation médicales, etc.).

Investir dans notre santé est impératif et nous demandons :

- L'arrêt des fermetures de lits, de postes, de services et d'hôpitaux, et leur réouverture immédiate.
- Une réponse à l'urgence financière : sortir la dette d'investissement du budget des hôpitaux.
- Des créations d'emplois indispensables ainsi que la revalorisation des salaires et des métiers de la santé et de l'aide à domicile
- L'engagement d'un plan de formation de 2000 infirmier-e-s dans la région, en plus de porter le numérus clausus régional à 500 par an répartis entre Tours et Orléans.
- Le passage des cliniques privées sous statut d'hôpitaux publics. L'établissement Oreliaance doit devenir l'Hôpital Public du Nord d'Orléans.

Nous sommes de plus en plus nombreux à renoncer à des soins, faute d'argent !

Aujourd'hui luttons pour obtenir la prise en charge à 100% par la sécurité sociale de notre santé.

L'accès aux soins pour tous est de plus en plus coûteux : dépassements d'honoraires, forfaits hospitaliers, franchises, baisse des remboursements. Le département du Loiret a réduit fortement l'ASH pour nos anciens en EPHAD, la demande aux enfants et petits-enfants de régler le reste à charge des résidents devient quasi systématique.

Nous disons stop aux profits sur notre santé !

TRANSPORTS PUBLICS : MOBILITÉ SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE

Une des réponses pour limiter la production des gaz à effet de serre, responsables pour partie de l'évolution climatique actuelle, passe par la réduction de l'usage des transports fonctionnant aux énergies fossiles. Le développement des véhicules hybrides ou électriques ne limitera que partiellement la consommation d'énergies fossiles.

Qu'il s'agisse de transporter des femmes et des hommes ou d'acheminer les marchandises, le droit à la mobilité nécessite une vision globale que seule la maîtrise publique, via des services publics, peut garantir. C'est pourquoi, il est nécessaire d'investir massivement dans les infrastructures de transports collectifs (rail, tram, bus), particulièrement dans les zones déconcentrées d'Orléans où l'usage de la voiture est encore une nécessité vitale.

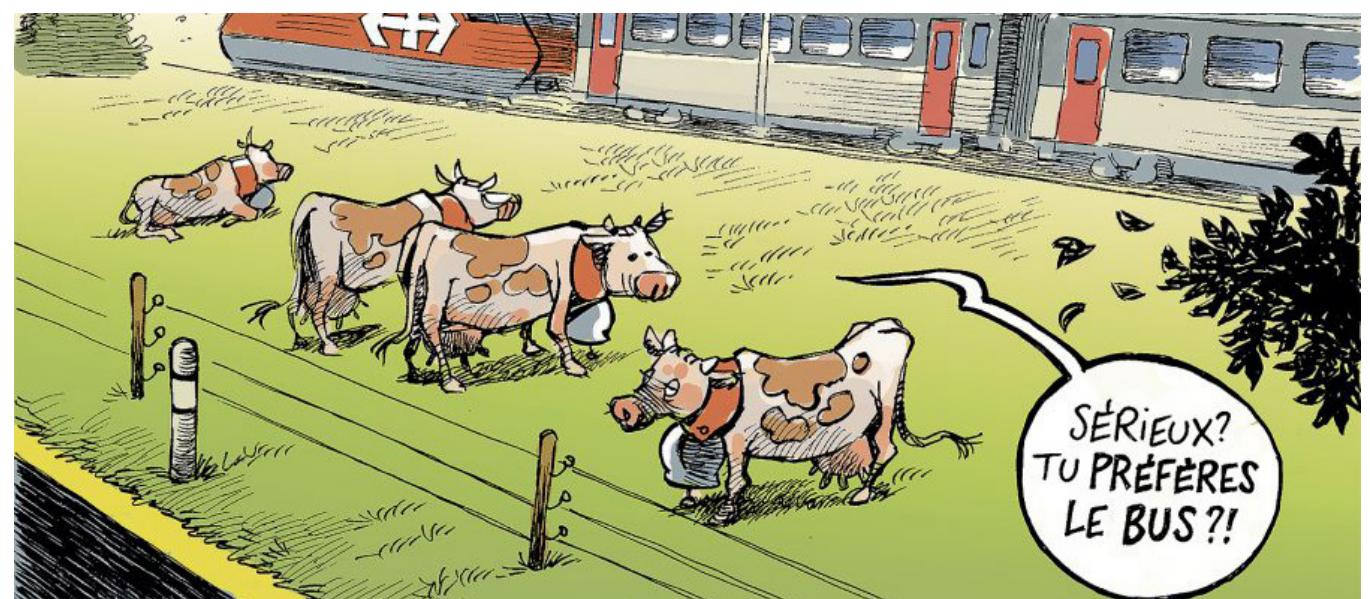
Les transports publics s'imposent comme une solution collective qui doit pallier la pénibilité des liaisons régulières mais aussi être développée dans un souci de modernité, de facilité et de préservation de l'environnement. Les réseaux de transports publics, leur proximité, leur gratuité sont une des préoccupations majeures pour la population. Le collectif demande leur amélioration en terme de dessertes, de cadencement et de moyens, le transport public doit devenir un service public à 100%. Dans cet esprit de service public, nous revendiquons sa propriété par la collectivité et sa gratuité, pour une gestion au plus près des besoins de la population.

Le transport public doit devenir un service public à 100%

Nous soutenons l'action de la coordination La Loire Viva contre le grand contournement routier, un Grand Projet Inutile et Imposé (GPII) de plus qui détourne l'argent public. En plus de trains de voyageurs, nous avons besoin de revenir à une politique de transport du fret ferroviaire en lieu et place du tout transport routier.

JUSTICE SOCIALE, JUSTICE ENVIRONNEMENTALE

L'augmentation du prix des logements dans les centres-villes contraint une partie d'entre nous, en



POUR UNE SORTIE DE LA POLITIQUE ANTI-CHEMINOT

En 2020, le Conseil économique, social et environnemental régional (CESER) s'est prononcé contre la concurrence. Cette instance veut maintenir un réseau public interconnecté entre les lignes régionales (TER train régional et les trains d'équilibre de territoire).

Nous revendiquons la fin de la privatisation, le retour à une SNCF dans une seule entreprise nationale intégrée et la réouverture de nouvelles lignes ferroviaires pour le Loiret et la Région : d'Orléans à Châteauneuf-sur-Loire, de Gien à Montargis, d'Orléans à Pithiviers, d'Orléans à Chartres, etc.

Dessin de Chappatte paru dans le journal Le Temps - 2017

NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE

100% SÉCURITÉ SOCIALE

En 1945 nos ainé.e.s, avec Ambroise Croizat, ont réussi à imposer la sécurité sociale financée avec une partie des richesses créées par les salarié.e.s

Nous sommes de plus en plus nombreux à renoncer à des soins, faute d'argent !

Aujourd'hui luttons pour obtenir la prise en charge à 100% par la sécurité sociale de notre santé.

L'accès aux soins pour tous est de plus en plus coûteux : dépassements d'honoraires, forfaits hospitaliers, franchises, baisse des remboursements. Le département du Loiret a réduit fortement l'ASH pour nos anciens en EPHAD, la demande aux enfants et petits-enfants de régler le reste à charge des résidents devient quasi systématique.

Nous disons stop aux profits sur notre santé !

L'EAU : BIEN COMMUN DE L'HUMANITÉ

Tout le monde le sait : sans eau pas de vie. L'Assemblée générale des Nations unies a d'ailleurs reconnu le 28 juillet 2010 « Le droit à une eau potable salubre et propre comme un droit fondamental essentiel au plein exercice du droit à la vie et de tous les droits de l'Homme ». Très logiquement, 80% des pays du monde (États-Unis, Allemagne, Belgique, Suisse...) ont donc adopté un mode de gestion publique de l'eau. Malheureusement, sous l'effet de la pollution (intrants, pathogènes...) et de facteurs climatiques divers (réchauffement...), l'accès à l'eau potable se raréfie selon de nombreux experts.

EAU SOURCE DE VIE, PAS DE PROFIT : L'EAU N'EST PAS UNE MARCHANDISE

La France a choisi, quant à elle, d'accepter que la gestion de ce bien commun devenant rare puisse être confiée à des opérateurs privés dans le cadre de délégations de service public (DSP de distribution et/ou de production de l'eau) ou de partenariats publics-privés au sein de sociétés d'économie mixte (SEM). Le choix du mode de gestion revenant à chaque collectivité.

Le dernier rapport de l'Observatoire des services publics de l'eau et de l'assainissement constate un surcoût moyen de 10% pour l'eau des marchands privés par rapport à celle de l'eau distribuée et produite en régie publique, c'est à dire gérée directement par une collectivité publique.

Ce surcoût ne correspond en rien à une meilleure qualité du service : entretien défectueux des réseaux, opacité des comptes pour les usagers et les communes délégataires... La recherche de profit pour les actionnaires de ces multinationales ne rime ni avec la transparence ni avec la qualité de la prestation. Plusieurs communes de l'agglomération orléanaise en ont fait la douloureuse expérience (Olivet, St Jean de Braye avant retour en régie...).

La préservation de la ressource et des captages n'est pas non plus leur préoccupation puisqu'elles (Veolia, Suez...) commercialisent clé en main, mais hors de prix, des usines de dépollution qui ont rendu de nombreux décideurs communaux captifs de leur technologie.

Les dessins politiques de Titom

RÉCLAMONS LA RÉGIE PUBLIQUE DE L'EAU

Ici, à Orléans, tous les contrats de délégation aux marchands privés d'eau vont cesser de plein droit en 2023. Le choix en matière de gestion de l'eau, désormais confié à la Métropole, lui reviendra alors.

Selon le vœu de leurs habitants, onze communes avaient précédemment choisi, la régie publique entière ou partielle.

Nous ne devons pas laisser la Métropole revenir sur ces acquis. Choisir la régie publique c'est donc souhaitable (moindre coût, préservation de la ressource, contrôle des usagers) et possible : maintien des contrats salariés (article L1224-1 et suivants du code du tra-



vail) et appui par des experts partenaires non marchands (France eau publique).

Plusieurs associations et communes de la Métropole, ont entrepris, comme dans bien d'autres villes, depuis des années, un combat pour que les loirétaines et loirétaines reprennent le contrôle sur cette ressource vitale.

Rejoignons leur combat.

SIGNEZ LA PÉTITION :
<https://aleaucitoyenneorleans.wesign.it/fr>

Une deuxième, l'instauration d'un commerce équitable qui rompe avec les dictats de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) envers les normes de semences sélectionnées. Troisièmement, l'arrêt des soumissions des cours des matières premières au bon vouloir des marchés boursiers et des traités bilatéraux.

L'idée de la Sécurité Alimentaire est d'une brûlante actualité

Notre collectif s'engage à alimenter ce débat.

ICI ET MAINTENANT LE FESTIVAL DES ALTERNATIVES ALIMENTAIRES

Depuis plusieurs années le Festival des Alternatives Alimentaires (FAA) répond chaque année à Orléans à l'Open Agrifood des agro-industrielles.

Le FAA s'efforce de soutenir toutes les initiatives encourageant, dans la région, le maintien de terres agricoles plutôt que la bétonisation des sols, l'implantation de jeunes agriculteurs vivant de leur travail (notamment à partir de préemptions de terres utilisées de façon pertinente), la production d'une alimentation permettant aux paysans de vivre de leur travail et la production de produits agricoles locaux et sains à prix abordables.

PLUS D'INFOS :
<http://festivalalternatives.fr/>



Dessin de Côté - 2009

NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE